

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.925/2
50.926/2
DU 21 FÉVRIER 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 6 février 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur

- un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1991 fixant l'intervention personnelle des bénéficiaires dans le coût des fournitures pharmaceutiques remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités » (50.925/2) ;
- un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques » (50.926/2),

a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

I. Observations communes aux deux projets

1) Formalités préalables

1. Il ressort de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' qu'en principe tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence¹; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres², qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au Moniteur belge, n'a pas été pris.

Il n'apparaît pas du dossier que cette formalité a été accomplie.

Interrogé quant à ce, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

« Volgens de nota aan de Ministerraad is het dossier van de DOEB-test vrijgesteld, omdat op voorhand bepaald werd dat een DOEB-test niet nodig of nuttig is ».

Il en résulte que la formalité semble avoir été accomplie mais il appartient à l'auteur des projets de vérifier si tel est bien le cas pour les deux projets examinés. Dans l'affirmative, le préambule doit être complété par la mention de l'accomplissement de cette formalité.

¹ Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 précitée. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au Moniteur belge.

² Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée.

2. L'obligation de requérir l'avis du conseil général de l'assurance soins de santé résulte, sauf les cas d'urgence, de l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 'sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale', combiné avec l'article 213, § 2, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, et avec l'article 2, § 1^{er}, b), de l'arrêté royal du 9 septembre 1993 'portant exécution de l'article 213, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994. En l'espèce, le dossier ne permet pas d'établir que le ministre a effectivement désigné l'organe auquel s'appliquent les articles 14 et 15 de la loi du 25 avril 1963 précitée, dans l'hypothèse où, comme en l'espèce, le conseil général de l'assurance soins de santé et le comité de l'assurance soins de santé doivent être consultés dans la même matière. Le fonctionnaire délégué a par ailleurs confirmé que seul le comité de l'assurance soins de santé a été consulté sur les textes en projet³.

Par conséquent, il conviendra de consulter le conseil général ou, à tout le moins, l'auteur des projets veillera à établir l'existence des motifs qui permettent de dispenser de cette formalité⁴.

3. Le Conseil d'État n'aperçoit pas quelle(s) serai(en)t la ou les disposition(s) légale(s) ou réglementaire(s) qui imposera(en)t que les projets à l'examen soient soumis obligatoirement à l'avis de la commission de contrôle budgétaire préalablement à leur adoption.

À défaut de telle(s) disposition(s) et afin d'éviter toute ambiguïté sur le caractère facultatif de cet avis, celui-ci ne sera pas mentionné au préambule des arrêtés en projet sous la forme d'un visa, mais pourra l'être sous la forme d'un considérant⁵.

4. L'avis de l'Inspecteur des Finances a été donné le 31 janvier 2012.

C'est cette date qui doit figurer au préambule des arrêtés examinés.

³ Voir l'avis donné le 23 janvier 2012 par le comité de l'assurance soins de santé.

⁴ Voir les avis 47.750/2 et 47.751/2 donnés le 17 février 2010, respectivement sur un projet devenu l'arrêté royal 16 mars 2010 'modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1991 fixant l'intervention personnelle des bénéficiaires dans le coût des fournitures pharmaceutiques remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités' et sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 mars 2010 'modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques'.

⁵ Voir les avis précités 47.750/2 et 47.751/2 donnés le 17 février 2010.

2) Fondement juridique

Il ressort de l'examen des projets et des informations transmises par le fonctionnaire délégué que les fondements juridiques se trouvent respectivement dans les dispositions suivantes :

- l'article 37, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et l'article 37, § 3/2, alinéas 1^{er} et 3, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (projet 50.925/2) ;
- l'article 35*bis*, § 2*bis*, alinéa 1^{er}, § 5, alinéa 1^{er}, § 12, l'article 35*ter*, § 2, alinéa 2, § 2*bis*, alinéa 2, § 3, l'article 37, § 3, alinéas 1^{er} et 3, § 3/2, alinéa 3, l'article 72*bis*, § 1^{er}, 5°, de la loi coordonnée précitée et l'article 69, alinéa 18, de la loi du 27 avril 2005 'relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé' (projet 50.926/2).

Par conséquent, il conviendra d'adapter les premiers alinéas des préambules des arrêtés royaux en projet.

3) Entrée en vigueur

Les projets soumis à l'examen de la section de législation du Conseil d'État visent à donner effet à plusieurs dispositions de la loi du 17 février 2012 'portant des dispositions diverses urgentes en matière de santé',⁶⁻⁷.

Concernant l'entrée en vigueur de la loi du 17 février 2012, comme aucune disposition particulière ne prévoit son entrée en vigueur, elle entrera en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au Moniteur belge, conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

En ce qui concerne le projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1991 fixant l'intervention personnelle des bénéficiaires dans le coût des fournitures pharmaceutiques remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités' (projet 50.925/2), l'article 2 du dispositif ne contient pas d'indication quant à la date à laquelle il doit entrer en vigueur.

⁶ Moniteur belge, 17 février 2012, 3^e éd., pp. 11.599 à 11.604.

⁷ Voir le tableau annexé à la note CSS 2012/013 du 9 janvier 2012 (explication des mesures budgétaires sur les médicaments, les modifications législatives nécessaires et les modifications nécessaires des arrêtés royaux du 21 décembre 2001 et du 7 mai 1991).

Quant à l'article 11 du projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques' (projet 50.926/2), il dispose que l'arrêté doit entrer en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Moniteur belge.

Le fonctionnaire délégué a précisé ce qui suit :

« De wet werd vandaag bekendgemaakt (17 februari 2012 – Wet houdende diverse dringende bepalingen inzake gezondheid). Het is de bedoeling dat de ontwerp KB's in werking treden op 1 maart ».

Puisque telle est l'intention de l'auteur des projets, l'article 2 du dispositif du projet 50.925/2 sera complété par la mention de la date du 1^{er} mars 2012 et il conviendra de veiller à faire publier le projet 50.926/2 au plus tard le 29 février 2012.

II. Observations particulières au projet 50.926/2

Dispositif

Article 4

Dans l'article 4 du projet, l'article 55*bis*, § 6, alinéa 3, *in fine*, en projet, n'a d'autre objet que de rappeler une règle résultant déjà de l'article 35*ter*, § 3, alinéa 2, de la loi coordonnée précitée en ce qu'il reproduit les mots suivants : « et la spécialité est supprimée de la liste de plein droit, sans tenir compte des procédures fixées dans l'article 35*bis* de la loi ».

Un tel rappel est inutile. Le rappel de l'obligation de respecter des règles résultant de dispositions législatives présente aussi l'inconvénient d'être de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question ⁸.

L'article 55*bis*, § 6, alinéa 3, *in fine*, en projet, sera dès lors omis.

⁸ Voir, dans le même sens, l'avis 47.690/2 donné le 12 janvier 2010, sur un projet devenu l'arrêté royal du 19 janvier 2010 'modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques'.

Article 11

L'article 11 du dispositif indique que le « présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Moniteur belge ».

Sur ce point, il est renvoyé à l'observation I, 3), sur l'entrée en vigueur, de laquelle il ressort que l'intention de l'auteur du projet est de faire entrer en vigueur les dispositions à la date du 1^{er} mars 2012 et, par conséquent, de devoir faire procéder à la publication de celui-ci le 29 février 2012 au plus tard.

Complémentairement, il y a lieu de rappeler que concernant l'entrée en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication au Moniteur belge, pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, comme tel sera sans doute le cas en l'espèce, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', alors que cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

Par conséquent, l'auteur du projet vérifiera la nécessité de faire entrer en vigueur, à la date du 1^{er} mars 2012, toutes les dispositions en projet. Ainsi, par exemple, on peut s'interroger sur l'utilité d'une date d'entrée en vigueur au 1^{er} mars 2012 de l'article 4 du projet puisque la prochaine adaptation trimestrielle de la liste des spécialités aura lieu le 1^{er} avril 2012 (article 55bis en projet).

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme V. SCHMITZ, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.925/2
50.926/2
VAN 21 FEBRUARI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 6 februari 2012 door Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over

- een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1991 tot vaststelling van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden in de kosten van de in het raam van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen vergoedbare farmaceutische verstrekkingen” (50.925/2);
- een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten” (50.926/2),

heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

I. Opmerkingen gemeenschappelijk aan beide ontwerpen

1) Voorafgaande vormvereisten

1. Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ vloeit voort dat in principe elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren¹; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad², welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Uit het dossier blijkt niet dat aan dit vormvereiste voldaan is.

Hierover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Volgens de nota aan de Ministerraad is het dossier van de DOEB-test vrijgesteld, omdat op voorhand bepaald werd dat een DOEB-test niet nodig of nuttig is”.

Hieruit volgt dat aan het vormvereiste voldaan blijkt te zijn, maar de steller van de ontwerpen dient na te gaan of dit wel degelijk het geval is met beide voorliggende

¹ Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 5 mei 1997. Artikel 19/1, § 2, van de voornoemde wet van 5 mei 1997 belast de Koning om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad dat voorafgaand onderzoek te regelen. Tot op heden is nog geen enkel besluit met een zodanige strekking bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

² Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 5 mei 1997.

ontwerpen. Indien dit het geval is, dient de aanhef aldus te worden aangevuld dat aangegeven wordt dat dit vormvereiste vervuld is.

2. De verplichting om, behoudens spoedeisende gevallen, het advies van de Algemene raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging te vragen vloeit voort uit artikel 15 van de wet van 25 april 1963 ‘betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg’, *junctis* artikel 213, § 2, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, en artikel 2, § 1, b, van het koninklijk besluit van 9 september 1963 ‘tot uitvoering van artikel 213, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’. In *casu* blijkt niet uit het dossier dat de minister daadwerkelijk het orgaan heeft aangewezen waarop de artikelen 14 en 15 van de voornoemde wet van 25 april 1963 worden toegepast indien de Algemene raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging en het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging omtrent eenzelfde aangelegenheid moeten worden geraadpleegd, zoals in dezen het geval is. De gemachtigde ambtenaar heeft bovendien bevestigd dat alleen het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging over de ontworpen teksten ingewonnen is³.

Bijgevolg moet het advies van de Algemene raad worden ingewonnen ofwel moet de steller van de ontwerpen op zijn minst aantonen dat er redenen bestaan om dat vormvereiste niet te vervullen⁴.

3. Het is de Raad van State niet duidelijk op grond van welke wets- of verordeningbepaling(en) de onderzochte ontwerpen aan de Commissie voor begrotingscontrole om advies moeten worden voorgelegd voordat ze worden aangenomen.

³ Zie het advies dat op 23 januari 2012 gegeven is door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging.

⁴ Zie de adviezen 47.750/2 en 47.751 gegeven op 17 februari 2010, respectievelijk over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 16 maart 2010 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1991 tot vaststelling van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden in de kosten van de in het raam van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen vergoedbare farmaceutische verstrekkingen’ en over een ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het koninklijk besluit van 16 maart 2010 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten’.

Bij ontstentenis van zodanige bepalingen dient dit advies, teneinde te voorkomen dat enige dubbelzinnigheid zou ontstaan met betrekking tot het facultatieve karakter ervan, in de aanhef van de ontwerpbesluiten niet vermeld te worden in de vorm van een lid beginnend met de woorden “Gelet op”, maar kan het worden vermeld in de vorm van een overweging⁵.

4. Het advies van de inspecteur van Financiën is gegeven op 31 januari 2012.

Het is deze datum die moet voorkomen in de aanhef van de onderzochte besluiten.

2) Rechtsgrond

Uit het onderzoek van de ontwerpen en uit de inlichtingen die door de gemachtigde ambtenaar zijn overgezonden, blijkt dat de rechtsgronden besloten liggen in respectievelijk de volgende bepalingen:

- artikel 37, § 2, eerste en tweede lid, en artikel 37, § 3/2, eerste en derde lid, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’ gecoördineerd op 14 juli 1994 (ontwerp 50.925/2);
- artikel 35*bis*, § 2*bis*, eerste lid, § 5, eerste lid, § 12, artikel 35*ter*, § 2, tweede lid, § 2*bis*, tweede lid, § 3, artikel 37, § 3, eerste en derde lid, § 3/2, derde lid, artikel 72*bis*, § 1, 5°, van de voornoemde gecoördineerde wet en artikel 69, achttiende lid, van de wet van 27 april 2005 ‘betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid’ (ontwerp 50.926/2).

Bijgevolg dienen de eerste leden van de aanhef van de ontworpen koninklijke besluiten aangepast te worden.

⁵ Zie de voormelde adviezen 47.750/2 en 47.751/2 gegeven op 17 februari 2010.

3) Inwerkingtreding

De ontwerpen die door de afdeling Wetgeving van de Raad van State behoren te worden onderzocht, strekken ertoe rechtsgevolgen te verbinden aan verschillende bepalingen van de wet van 17 februari 2012 ‘houdende diverse dringende bepalingen inzake gezondheid’⁶⁻⁷.

Aangezien geen enkele bijzondere bepaling de inwerkingtreding regelt van de wet van 17 februari 2012, treedt deze in werking de tiende dag na die van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad, overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

Met betrekking tot het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1991 tot vaststelling van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden in de kosten van de in het raam van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen vergoedbare farmaceutische verstrekkingen’ (ontwerp 50.925/2), wordt in artikel 2 van het dispositief geen enkele aanwijzing gegeven wat de datum betreft waarop het in werking dient te treden.

Artikel 11 van het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten’ (ontwerp 50.926/2) bepaalt dat het besluit in werking treedt op de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

De gemachtigde ambtenaar heeft het volgende bepaald:

“De wet werd vandaag bekendgemaakt (17 februari 2012 – Wet houdende diverse dringende bepalingen inzake gezondheid). Het is de bedoeling dat de ontwerp KB’s in werking treden op 1 maart”.

Aangezien dat de bedoeling is van de steller van de ontwerpen, dient artikel 2 van het dispositief van het ontwerp 50.925/2 aangevuld te worden met de vermelding van de

⁶ Belgisch Staatsblad, 17 februari 2012, 3^{de} uitg., 11.599 tot 11.604.

⁷ Zie de tabel die gevoegd is bij de Nota CGV 2012/013 van 9 januari 2012 (toelichting van elke besparingsmaatregel met betrekking tot de geneesmiddelen, de noodzakelijke wetsaanpassingen en de wijzigingen van de noodzakelijke aanpassingen van de koninklijke besluiten van 21 december 2001 en 7 mei 1991).

datum van 1 maart 2012 en dient erop toegezien te worden dat ontwerp 50.926/2 uiterlijk bekendgemaakt wordt op 29 februari 2012.

II. Bijzondere opmerkingen in verband met ontwerp 50.926/2

Dispositief

Artikel 4

In artikel 4 van het ontwerp heeft het ontworpen artikel 55*bis*, § 6, derde lid, *in fine*, geen ander doel dan een regel te memoreren die reeds besloten ligt in artikel 35*ter*, § 3, tweede lid, van de voornoemde gecoördineerde wet, in zoverre daarin het volgende wordt gesteld: “en wordt de specialiteit van rechtswege geschrapt uit de lijst, zonder rekening te houden met de procedures bepaald in artikel 35*bis* van de wet”.

Zulk een memorering is nutteloos. Aan het memoreren van de verplichting om regels in acht te nemen die voortvloeien uit wetsbepalingen is bovendien het bezwaar verbonden dat het verwarring schept wat het precieze rechtskarakter van deze regels betreft⁸.

Het ontworpen artikel 55*bis*, § 6, derde lid, *in fine*, dient derhalve te vervallen.

Artikel 11

In artikel 11 van het dispositief wordt bepaald dat “dit besluit (...) in werking treedt op de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad”.

In dat verband wordt verwezen naar opmerking I, 3), inzake de inwerkingtreding, waaruit voortvloeit dat het de bedoeling is van de steller van het ontwerp om de bepalingen in werking te doen treden op 1 maart 2012, en bijgevolg om dat besluit uiterlijk op 29 februari 2012 bekend te maken.

Voorts behoort erop gewezen te worden dat, wat de inwerkingtreding betreft op de eerste dag van de maand na die waarin het besluit is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, zulk een regel van inwerkingtreding het nadeel heeft dat, indien het ontworpen

⁸ Zie, in dezelfde zin, advies 47.690/2 gegeven op 12 januari 2010 over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 19 januari 2010 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten’.

besluit aan het einde van de maand bekendgemaakt wordt, de adressaten ervan niet zullen beschikken over de normale termijn van tien dagen om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, terwijl die bepaling aan eenieder een redelijke termijn beoogt te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Bijgevolg dient de steller van het ontwerp na te gaan of het noodzakelijk is om alle bepalingen van het ontwerp in werking te doen treden op 1 maart 2012. Aldus kan bijvoorbeeld betwijfeld worden of het nuttig is om artikel 4 van het ontwerp in werking te doen treden op 1 maart 2012, aangezien de eerstvolgende trimestriële aanpassing van de lijst van de specialiteiten plaats heeft op 1 april 2012 (ontworpen artikel 55*bis*).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. V. SCHMITZ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS